Mouvements anti-genre et menaces pour le progrès féministe

Debbie Owusu-Akyeeah

Contexte et vue d'ensemble

Le problème auquel nous faisons face :

Au Canada et dans d'autres parties du monde, les mouvements régressifs ont un effet dissuasif sur les droits de la personne tels que ceux protégés par la Charte canadienne des droits et libertés, notamment le droit à la sécurité personnelle, le droit à la liberté, la liberté d'expression et la liberté de réunion pacifique. Leurs attaques contre les droits des femmes et des personnes d'une diversité de genres, les droits à la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que leur prétention à défendre les valeurs familiales traditionnelles, ont été particulièrement éprouvantes. En période d'instabilité démocratique, les attaques contre les droits à l'avortement et les droits des personnes 2ELGBTQ+ sont les premiers signes d'un autoritarisme rampant. Leurs mouvements de plus en plus sophistiqués, bien financés et coordonnés au niveau mondial, ont encouragé l'émergence de politiques populistes, nationales et conservatrices qui ont mis en œuvre des reculs qui servent à légitimer et à rehausser leur profil.

Le mouvement anti-genre ou anti-droits est un terme générique qui désigne les mouvements sociaux internationaux qui s'opposent à ce qu'ils appellent « idéologie du genre », « théorie du genre » ou « genrisme ».[1] Sous ces étiquettes, des groupes conservateurs, politiques et fondamentalistes s'unissent et s'attaquent à divers enjeux. Notamment, les droits des personnes 2ELGBTQI+, les droits reproductifs, l'éducation sexuelle (et tout ce qui concerne l'affirmation des identités 2ELGBTQI+ au sein des systèmes scolaires, ainsi que l'idée même de genre). Les supporters des mouvements anti-droits et anti-genre considèrent le « genre » comme une menace qui modifie les structures des sociétés, comme la famille hétérosexuelle dirigée par un homme.

[1] Kováts, 2017.

Comment le mouvement anti-droits a-t-il évolué ?

- Un financement de plus en plus important
- Réseaux transnationaux bien coordonnés
- Professionnalisation et diffusion de récits anti-droits dans des cadres multilatéraux tels que les Nations Unies
- Changer le discours et le langage autour des droits des femmes
- Alimenté par la montée du populisme, du nationalisme et des guerres culturelles à l'échelle mondiale
- Renforce la crédibilité en imitant les rassemblements de la société civile et le langage progressiste

Les « guerres culturelles » est une « expression fourre-tout [qui] est devenue synonyme des discours qui divisent sur des questions telles que les dimensions et les limites du discours public, et celles liées au genre, à la race, au climat, au capitalisme et à l'héritage du colonialisme. Ces questions sont indépendantes, mais parfois liées, car elles permettent de cultiver une philosophie personnelle sur la manière d'aborder les enjeux de société. »
– L'Institut Angus Reid (2023)

La montée des mouvements régressifs constitue la plus grande menace pour les politiques progressistes, y compris celles proposées par les mouvements féministes. D'autant plus que les idéologies régressives gagnent de plus en plus de légitimité et de pouvoir en accédant aux organes de décision, des conseils scolaires aux gouvernements. Les acteurs populistes d'extrême droite tirent profit du fait de monter les groupes les uns contre les autres (par exemple, les parents contre les personnes transgenres et leurs alliés). L'extrême droite utilise des tactiques de guerre culturelle telles que la désinformation, l'amplification médiatique et l'exploitation du sentiment d'abandon, tout en jouant sur les émotions pour manipuler les opinions. Le cahier des charges du populisme d'extrême droite converge avec l'utilisation stratégique d'une rhétorique anti-genre et anti-trans pour normaliser des propositions politiques généralement impopulaires (par exemple, la restriction des soins de santé pour les populations vulnérables ou de l'accès à l'avortement). Des outils stratégiques de marketing et de propagande servent à manipuler l'opinion publique. Par exemple, les campagnes menées par les influenceurs des médias sociaux à l'intention des femmes et des parents, qui mettent l'accent sur leurs craintes pour la sécurité des enfants. Cette tactique utilise des grains de vérité pour tisser des histoires visant à manipuler l'opinion publique. Dans cet exemple, les femmes sont ciblées pour évoluer vers la droite et fabriquer leur adhésion à des mouvements régressifs.

L'utilisation du « bon sens » ou de grains de vérité pour tisser des histoires sur les personnes transgenres a permis d'influencer les politiques gouvernementales dans le monde entier.

> « En effet, **en s'attaquant au « genre », ils s'opposent à la liberté de reproduction des femmes et aux droits des parents monoparentales** ; ils s'opposent aux protections des femmes contre le viol et la violence conjugale ; et ils nient les droits juridiques et sociaux des personnes transgenres ainsi que toute une série de garanties juridiques et institutionnelles contre la discrimination fondée sur le genre, l'internement psychiatrique forcé, le harcèlement physique brutal et l'assassinat. Toute cette ferveur a pris de l'ampleur pendant la pandémie où la violence conjugale a explosé et où les jeunes queers et transgenres ont été privés de leurs espaces de rassemblement au sein de communautés qui les soutiennent. »
> **– Judith Butler (2021)**

Ici, au Canada, nous voyons des élus flirter ouvertement avec cette rhétorique anti-genre, tout en étant influencés par l'extrême droite à l'intérieur et à l'extérieur de leurs partis politiques. Ces dernières années ont été marquées par une montée en flèche de la haine anti-2ELGBTQ+ par le biais de propositions de politiques anti-trans aux paliers fédéral et provincial, une augmentation des crimes haineux, et des manifestations anti-trans ciblées menées par plusieurs acteurs d'extrême droite - y compris ceux qui sont motivés par une mission de « protection des femmes ».

Il y a cependant de l'espoir. Chaque jour, des personnes et des organisations s'unissent pour défendre les droits, l'égalité et la démocratie elle-même. Ensemble, nous voulons construire un monde où chaque personne est libre et où nos communautés sont sécuritaires, saines et équitables. Pour ce faire, nous devons comprendre comment ceux qui s'opposent à notre activisme progressiste travaillent contre nos mouvements. Commençons par nous interroger sur la montée de la haine anti-trans au Canada et dans le monde.

Utilisation stratégique de l'angle politique sur les droits des personnes transgenres

La transphobie et les sentiments anti-genre unifient des groupes divers qui ne partagent pas nécessairement d'autres intérêts. Le fossé entre le manque de compréhension des personnes transgenres et l'augmentation de leur visibilité dans le discours public et dans

les médias est exploité par l'extrême droite. Il y a toujours un manque de consensus sur les enjeux trans et l'inclusion, y compris dans les espaces progressistes, ce qui rend le fossé facilement exploitable. Selon un sondage d'opinion réalisé par l'Institut Angus Reid (2023), la population du Canada se situe au milieu en ce qui concerne le soutien aux questions relatives aux personnes transgenres et à la diversité des genres. Un sondage Ipsos (2024) a révélé qu'une majorité est en faveur de l'égalité et d'accommodements pour les personnes transgenres, mais moins en faveur des politiques qui soutiennent le principe de l'auto-identification du genre. Le manque de compréhension et de soutien à l'égard des personnes transgenres, même dans les mouvements progressistes, permet aux mouvements régressifs de développer leurs compétences en matière d'atteinte aux droits de la personne et à la démocratie pour les groupes vulnérables en ciblant d'abord ces groupes.

Depuis 2023, des politiques et des propositions de politiques anti-trans ont été introduites au Nouveau-Brunswick (Politique 713), en Saskatchewan (projet de loi 137) et en Alberta (projets de loi 26, 27 et 29). En décembre 2024, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a mis à jour la politique 713 permettant aux élèves de moins de 16 ans d'utiliser de façon informelle sans autorisation des parents les prénoms et pronoms de leur choix dans un cadre scolaire, bien que l'autorisation parentale soit encouragée. Le consentement des parents est requis pour une utilisation formelle.

MYTHE : Les « droits parentaux » sont essentiels pour protéger les enfants de l'« idéologie de genre » à l'école

À l'automne 2023, l'événement très médiatisé et très controversé « 1 Million March 4 Children » a eu lieu dans plusieurs communautés au Canada. Ces marches ont symbolisé une nouvelle itération de la haine homophobe et transphobe avec une coalescence entre les suprémacistes blancs et les nationalistes chrétiens d'extrême droite avec les fondamentalistes religieux de diverses confessions. Cet événement a entraîné une réaction multiculturelle contre les droits des transgenres sous la bannière des « droits parentaux ». Lors des manifestations « 1 Million March 4 Children », les personnes racisées, y compris celles issues des communautés immigrées, se sont retrouvées côte à côte avec des acteurs d'extrême droite qui ont toujours alimenté les tropes racistes et xénophobes en affirmant que la foi, les cultures et les croyances des nouveaux arrivants racisés s'opposaient aux valeurs canadiennes.

L'objectif de ce mythe :

- Rallier les femmes des banlieues[2] et les communautés de nouveaux arrivants à l'extrême droite.
- Créer une division au sein des communautés 2ELGBTQ+ entre les personnes cisgenres et transgenres ou d'une diversité de genres.

Le concept de « droits parentaux » est utilisé depuis longtemps comme une expression à la mode pour atteindre des objectifs politiques discriminatoires. À l'instar d'autres récits de l'extrême droite, il fabrique une intolérance culturelle et une panique morale en utilisant des grains de vérité, la sécurité des enfants et les menaces de l'« idéologie du genre ». En raison des craintes légitimes concernant la sécurité des élèves et des jeunes dans les écoles, ce mythe a gagné en popularité auprès de nombreux groupes. En outre, il exploite les lacunes des connaissances des parents en matière de programmes d'enseignement[3] et de soins de santé pour les personnes transgenres.

Les « droits parentaux » existent pour détourner l'attention de ce qui est douloureusement clair : les écoles sont en crise et les décisionnaires refusent de s'y attaquer de manière adéquate. Les écoles sont le creuset des problèmes de la société et influencent les membres les plus jeunes de la communauté. Les éducateurs sont en première ligne des coupes budgétaires et de l'épuisement professionnel, tout en essayant de répondre aux besoins changeants des élèves. Par exemple, en 2022, l'association des enseignantes et enseignants de l'Alberta a indiqué que les dépenses de fonctionnement des conseils scolaires de la province s'élevaient à 10 896$ par élève. Ce chiffre, le plus bas du Canada, est inférieur de 1 200$ à la moyenne nationale et de 3 136$ à celle de Terre-Neuve, qui se trouve en tête de liste. Les acteurs de l'extrême droite, par le biais des « droits parentaux », tirent parti de cette situation en présentant les éducateurs comme facilitant la menace par des efforts d'inclusion dans la classe ou en affirmant l'identité des jeunes par des noms choisis et des pronoms préférés.

Ce mythe, qui oppose les parents aux communautés 2ELGBTQ+ et les parents aux éducateurs, ne tient pas compte du fait que les élèves 2ELGBTQ+ risquent davantage d'être victimes de harcèlement, de discrimination et de violence à l'école. Si les féministes

[2] Les femmes, en particulier les mères, sont souvent sollicitées pour adoucir ou redorer l'image violente des mouvements régressifs afin de recruter davantage d'hommes et de femmes. Selon Matfess et Margolin (2022), « la participation des femmes apporte un soutien logistique, confère une réputation à une cause et facilite le recrutement au sein de l'extrême droite » (pp. 6-7).
[3] Ladky et Peterson, 2008.

et autres progressistes ne s'attaquent pas aux racines de ces problèmes, la situation ne fera qu'empirer pour tous les élèves, mais surtout pour les jeunes transgenres et queer.

Les militantes féministes doivent se souvenir : « Lorsque les parents, les jeunes, les éducateurs, les médecins, les infirmières et tous les membres de nos diverses communautés s'unissent, nous pouvons exiger de nos responsables politiques qu'ils se concentrent sur ce qui permettra d'améliorer la vie de chacun et de la rendre plus sécuritaire. » **– Action Canada pour la santé & les droits sexuels (2024)**

Veuillez lire le Guide des messages de campagne en faveur des jeunes transgenres pour savoir comment soutenir les jeunes transgenres avec de meilleurs messages.

Conclusion

Les mouvements régressifs sont intelligents, disposent de ressources importantes et ont réussi à recadrer le débat sur les droits, à mobiliser l'empathie, à créer la confusion et à s'assurer un soutien politique. Ces mouvements remettent en question et cherchent à saper l'approche féministe intersectionnelle nécessaire pour remédier aux inégalités de pouvoir, protéger les droits et promouvoir des politiques progressistes qui profitent à tout le monde. En utilisant les enjeux trans comme une arme politique, l'extrême droite polarise nos communautés, accroît la violence et la discrimination, et crée un terrain fertile pour les gouvernements autoritaires, tant au palier provincial que fédéral.

Le mythe des soi-disant « droits parentaux » et les fausses affirmations sur la protection des jeunes contre « l'idéologie du genre » sont un exemple de la façon dont le mouvement anti-genre utilise de nouvelles tactiques pour persuader la population et les décisionnaires de dériver vers la droite. Ces tactiques s'inscrivent dans l'histoire plus ancienne du Canada. C'est par le biais de mythes transphobes et préjudiciables comme celui-ci que les femmes sont la cible du recrutement de l'extrême droite. Bien au-delà des jeunes et de leur sécurité dans les écoles, les tactiques populistes d'extrême droite, amplifiées par les féministes radicales transexclusives (TERF), continuent de diviser les personnes marginalisées en utilisant la sécurité des femmes dans le contexte du logement (par exemple, les maisons d'hébergement) et d'autres espaces publics (par exemple, les sports et les salles de bain) pour restreindre les droits.

Ici, au Canada, cela pourrait permettre de fabriquer du consentement et aux organisations antiféministes d'influencer notre politique nationale du logement et nos initiatives de lutte contre la violence fondée sur le genre. Face à d'éventuelles mesures d'austérité au sein du gouvernement fédéral, le sous-financement des maisons d'hébergement pourrait devenir une priorité pour un gouvernement qui sous-estime le féminisme intersectionnel et son influence sur les politiques publiques. En outre, les mouvements régressifs pourraient empêcher les personnes transgenres et d'une diversité de genres d'accéder à des espaces éducatifs positifs et aux soins de santé de qualité qu'elles méritent.

Dans la tradition des mouvements sociaux passés, les féministes doivent continuer à construire une solidarité avec les mouvements 2ELGBTQ+. Collectivement, nos mouvements doivent développer des tactiques de communication pour lutter contre les mouvements anti-genre et maintenir le soutien aux politiques progressistes. En récupérant le « bon sens » et en amenant les gens à soutenir nos actions, nous pouvons continuer à défier les mouvements régressifs et les tactiques qui cherchent à nous diviser.

Références

Action Canada for Sexual Health and Rights (2024, February 7). "The real issue in schools isn't trans youth: it's chronic underfunding". https://www.actioncanadashr.org/news/2024-02-07-real-issue-schools-isnt-trans-youth-its-chronic-underfunding

Alberta Teachers' Association News Staff (2022). "Alberta ranks last in education spending." https://teachers.ab.ca/news/alberta-ranks-last-education-spending.

Angus Reid Institute (2023). Canada and the Culture Wars. Angus Reid Institute, juillet-octobre 2023, 4. https://angusreid.org/wp-content/uploads/2023/11/2023_Culture_War_Compilation.pdf

Butler, J. (2025, 12 février). Why is the idea of 'gender' provoking backlash the world over? *The Guardian*. https://www.theguardian.com/us-news/commentisfree/2021/oct/23/judith-butler-gender-ideology-backlash

Kováts, E. (2017). The emergence of powerful anti-gender movements in Europe and the crisis of liberal democracy. *Gender and far right politics in Europe*, 175-189.

Ladky, M. et Peterson, S. S. (2008). Successful Practices for Immigrant Parent Involvement: An Ontario Perspective. *Multicultural Perspectives, 10*(2), 82–89. https://doi.org/10.1080/15210960801997932

Matfess, H. et Margolin, D. (avril 2022). The Women of January 6th: A Gendered Analysis of the 21st Century American Far-Right. *Program on Extremism*. Washington: George Washington University. https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs5746/files/Women-of-Jan6_Matfess-and-Margolin.pdf

Peter, T., Campbell, C. P. et Taylor, C. (2021). Still in every class in every school: Final report on the second climate survey on homophobia, biphobia, and transphobia in Canadian schools. *Egale Canada Human Rights Trust 158*. https://egale.ca/awareness/still-in-every-class/

Remerciements

CRIAW-ICREF reconnaît sa présence et son travail sur les territoires autochtones. Nous reconnaissons respectueusement l'héritage de la colonisation sur les peuples autochtones.

Auteure : Debbie Owusu-Akyeeah

Date : 2025

Éditrice : Institut canadien de recherches sur les femmes (CRIAW-ICREF)
250 City Centre Avenue, Suite 807 Ottawa, ON K1R K67

Citation suggérée : Owusu-Akyeeah, D. (2025). Mouvements anti-genre et menaces pour le progrès féministe. Ottawa: CRIAW-ICREF.

ISBN : 978-1-77483-065-9

Réviseuses : Mélissa Alig, Olivia Atsin, Meg Luxton et Jane Stinson.

Ce rapport a été mis en page par Mélissa Alig et traduit par Michele Briand.

Cette ressource fait partie d'une série éducative sur les « Principaux points d'ancrage des mouvements antiféministes régressifs au Canada ». Consultez la série complète sur notre site web : https://www.criawicref.ca/fr/publications/

Cette ressource a été élaborée grâce au financement du *projet Renforcer la solidarité intersectionnelle féministe pour l'action* de Femmes et Égalité des genres Canada.

Women and Gender Equality Canada | Femmes et Égalité des genres Canada | Canada